**Curriculum vitӕ Blandine Mallevaey**



**Docteur HDR en Droit privé et sciences criminelles**

**Professeur des universités catholiques**

**Titulaire de la Chaire de recherche Enfance et familles**

Centre de recherche sur les relations entre le risque et le droit,

Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille

|  |  |
| --- | --- |
| **Champs de compétence** :  Droit civil et pénal des personnes, de la famille  et de l’enfant | **Mail** :  blandine.mallevaey@univ-catholille.fr |

**I. DIPLÔMES ET FORMATION UNIVERSITAIRES**

2019-2020 : **Habilitation à diriger les recherches en Droit privé et sciences criminelles :** *Protection et autonomie : la conciliation de deux exigences au service de l’intérêt supérieur de l’enfant* (dir. Joëlle Vassaux).

Université d’Artois (Centre droit, éthique et procédures – UR 2471).

2010-2015 : **Doctorat de Droit privé et sciences criminelles** : thèse sur *L’audition du mineur dans le procès civil* (dir. Joëlle Vassaux) ; Mention très honorable avec les félicitations du jury à l’unanimité, l’autorisation de publication en l’état et l’autorisation de concourir aux prix de thèse.

Université d’Artois (Centre droit, éthique et procédures – EA 2471).

2008-2009 : **Master 2 Droit, activités économiques et sociales, spécialité Direction et responsabilités dans le champ social** ; Mention bien, major de promotion.

Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, Université Lille II.

Sujet du mémoire de recherche : *Le secret professionnel en protection de l’enfance* (dir. Vincent Dupont et Christian Leman).

2007-2008 : **Master 2 Droit privé et sciences criminelles, spécialité Etudes pénales et criminelles** ; Mention bien.

Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, Université Lille II.

Sujet du mémoire de recherche : *L’enfermement et la détention des mineurs délinquants* (dir. Alain Prothais et Armelle Tabary).

2006-2007 : **Master 1 Droit privé et sciences criminelles** ; Mention assez bien.

Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, Université Lille II.

2003-2006 : **Licence de Droit** ; Mention bien.

Faculté de Droit, Université Catholique de Lille.

**II. EMPLOIS ACADEMIQUES PRINCIPAUX**

Depuis 2020 : **Professeur de Droit privé et sciences criminelles** à la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille, membre du Centre de recherche sur les relations entre le risque et le droit.

Depuis 2016 : **Maître de conférences en Droit privé et sciences criminelles** à la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille, membre du Centre de recherche sur les relations entre le risque et le droit.

2009-2015 : **Assistant doctorant en Droit privé et sciences criminelles** à la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (contrat financé à 50 % pendant 3 ans par une allocation de recherche de Lille métropole communauté urbaine).

**III. ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES**

**III.1. Responsabilités scientifiques et encadrement de travaux de recherche**

**• Titulaire de la Chaire de recherche Enfance et familles** (anciennement Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant), attachée au Centre de recherche sur les relations entre le risque et le droit de la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (depuis décembre 2016).

**• Responsable scientifique de la recherche « Audition et discernement de l’enfant devant le juge aux affaires familiales »**: recherche pluridisciplinaire biennale (2016 - 2018) portée par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, soutenue financièrement par le GIP Mission de recherche Droit et justice (Ministère de la Justice – CNRS).

**• Co-encadrement de thèses** (en préparation) :

- **« L’instrumentalisation de l’enfant mineur par ses parents »**, thèse préparée par Marion Rousseaux et dirigée avec Joëlle Vassaux, Professeur à l’Université d’Artois, Centre droit, éthique et procédures – UR 2471 (depuis septembre 2019) ;

- **« La protection des mineurs non accompagnés en France à la lumière du droit international et du droit européen des droits de l’Homme »**, thèse préparée par Léa Jardin et dirigée avec Julian Fernandez, Professeur à l’Université Paris II Panthéon-Assas, Centre Thucydide – UR 3049 (depuis septembre 2017).

**• Direction d’ouvrages scientifiques collectifs**:

- **« Vulnérabilités et accès au juge »**, dirigé avec Romain Laulier, Maître de conférences à la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille, à paraître en 2022 ;

- **« Aliénation parentale : regards croisés »**, à paraître en septembre 2021 aux éditions Mare & Martin, collection Droit privé et sciences criminelles ;

- **« L’enfant et le sexe »**, dirigé avec Alice Fretin, Maître de conférences à la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille, paru en janvier 2021 aux éditions Dalloz, collection Thèmes et commentaires, 326 p.

**III.2. Publications scientifiques**

**III.2.1. Articles scientifiques et commentaires de jurisprudence**

**publiés dans des revues à comité de lecture**

**• « Loi du 28 décembre 2019 et exercice de l’autorité parentale : quand la protection des victimes de violences intrafamiliales devient source d’insécurité juridique »**, à paraître aux *Petites affiches*.

• **« Le droit à la parole de l’enfant à l’épreuve de son instrumentalisation parentale »** (commentaire de l’arrêt Cass., 1re civ., 3 octobre 2019, n° 18-19.311), à paraître aux *Petites affiches*.

• **« Regards sur 30 ans d’application de l’article 12 de la Convention de New York sur la participation de l’enfant »**, *Revue trimestrielle de droit civil* 2020, p. 291 (revue référencée par le HCERES en droit).

• **« Audition de l’enfant et principe du contradictoire »** (commentaire de l’arrêt Cass., 1re civ., 19 septembre 2019, n° 18-15.633), *Droit de la famille* n° 12, décembre 2019, comm. 238 (revue référencée par le HCERES en droit).

• **« Audition et discernement de l’enfant devant le juge aux affaires familiales »**, *Actualité juridique Famille* mars 2019, p. 139 (revue référencée par le HCERES en droit).

• **« Audition de l’enfant : pour une présomption de discernement à partir de 10 ans »**, *Gazette du Palais* n° 9, 5 mars 2019, p. 10 (revue référencée par le HCERES en droit).

• **« La parole de l’enfant manipulée »** (commentaire de l’arrêt Cass., 1re civ., 14 septembre 2017, n° 17-19.218), *Petites affiches* n° 139, 28 septembre 2018, p. 6.

• **« Divorce sans juge : les risques à l’égard des époux »**, *Petites affiches* n° 236, 27 novembre 2017, p. 13.

• **« L’intérêt de l’enfant et la réforme du divorce par consentement mutuel »**, *Petites affiches* n° 129, 29 juin 2017, p. 6.

• **«** **Droit de visite : qui décide ? »** (commentaire des arrêts Cass., 1re civ., 28 janvier 2015, n° 13-27.983, Cass., 1re civ., 28 mai 2015, n° 14-16.511, Cass., 1re civ., 10 juin 2015, n° 14-12.592 et Cass., 1re civ., 23 septembre 2015 ; n° 14-22.636), *Petites affiches* n° 242, 5 décembre 2016, p. 3.

• **« L’audition du mineur dans le procès civil »**, *Droit de la famille* n°10, octobre 2016 (revue référencée par le HCERES).

• **« Les contours du droit d’expression en justice du mineur »** (commentaire de l’arrêt Cass., 1re civ., 10 juin 2015, n° 14-15.354), *Petites affiches* n° 160, 11 août 2016, p. 6.

• **« Etendue du contrôle opéré par les juges du fond sur la demande d’audition d’un mineur formée par les parties à la procédure »** (commentaire de l’arrêt Cass., 1re civ., 16 décembre 2015, n° 15-10.442), *La semaine juridique -édition générale-* n° 12, 21 mars 2016, 326 (revue référencée par le HCERES en droit).

• **« Refus de l’audition de l’enfant dans la procédure portant sur la fixation de la pension alimentaire »** (commentaire de l’arrêt CA Aix-en-Provence, 25 septembre 2014, n° 13/22303), *Petites affiches*n° 154, 4 août 2015, p. 7.

• **« Pratiques religieuses et intérêt de l’enfant »** (commentaire des arrêts CA Douai, 8 janvier 2013, n° 12/03506 et CA Paris, 26 septembre 2013), n° 12/19176, *Petites affiches*n° 154, 4 août 2014, p. 17.

• **« La parole de l’enfant en justice »**, *Recherches familiales* n° 9, janvier 2012, p. 117 (revue référencée par le HCERES en sociologie et en démographie).

**III.2.2. Articles et chapitres publiés dans des ouvrages scientifiques collectifs**

• **« La prise en considération de la parole et de l’intérêt supérieur de l’enfant dans la procédure d’adoption »**, *in* : *Mélanges en l’honneur d’Emma Gounot*, dir. Fabrice Toulieux, à paraître en 2021 aux éditions Mare & Martin.

• **« L’accès des enfants à la justice familiale en France : limites, paradoxes et préconisations »**, *in* : *Accès et participation des enfants à la justice : bilan critique*, dir. Moné Paré, à paraître en 2021.

• **« La protection judiciaire de l’enfant face au comportement sexuel de ses parents »**, *in*: *L’enfant et le sexe*, dir. Blandine Mallevaey et Alice Fretin, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2021.

• **« Le recueil de la parole de l’enfant victime de violences sexuelles »** (avec Romain Job), *in*: *L’enfant et le sexe*, dir. Blandine Mallevaey et Alice Fretin, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2021.

• **« La parole de l’enfant dans les procédures familiales en France »**, *in*: *La parole de l’enfant au bénéfice de ses droits*, dir. Yves Denéchère, Presses universitaires de Liège, 2019, p. 79.

• **« La peine : le prix du crime ? »** (avec Nicolas Vaillant et Rustam Romaniuc), *in* : *Du sens de la peine*, dir. Franck Ludwiczak et Jean Motte dit Falisse, L’Harmattan, 2018, p. 147.

**III.2.3. Publication d’un rapport de recherche**

**• « Audition et discernement de l’enfant devant le juge aux affaires familiales »**, dir. Blandine Mallevaey, Rapport de recherche, Mission de recherche Droit et Justice, 2019, 228 p.

**III.3. Manifestations scientifiques**

**III.3.1. Communications, conférences, animations de tables rondes, rapports de synthèse**

**• « La protection du sexe de l’enfant »** : animation d’une table ronde lors de la conférence « Le Comité des droits de l’enfant des Nations Unies et les droits fondamentaux de l’enfant », organisée à Lille le 13 novembre 2020 par la Chaire Enfance et familles.

**• « Audition et discernement de l’enfant devant le juge aux affaires familiales »** : conférence organisée à Chambéry le 17 février 2020 par la Chaire Enfance et familles et le Comité Alexis Danan.

**• « Autonomie de la volonté et conséquences du divorce à l’égard des enfants »** : communication lors du colloque « L’autonomie de la volonté dans les relations familiales », organisé à Douai les 30 et 31 janvier 2020 par le Centre droit, éthique et procédures de l’Université d’Artois et l’Université de la Calabre.

**• « Parole de l’enfant et séparation de ses parents »** : communication lors du colloque « L’enfant dans la séparation parentale », organisé à Paris le 24 janvier 2020 par le Conseil national des associations de protection de l’enfant.

**• Rapport de synthèse** du colloque « 30ème anniversaire de la Convention relative aux droits de l’enfant – Réflexions et enjeux », organisé à Lille le 17 janvier 2020 par la Chaire Enfance et familles et le Bureau international catholique de l’enfance.

**• « Le cadre juridique et l’application de l’article 12 de la Convention internationale des droits de l’enfant en France »** : communication et animation de la table ronde sur « La participation de l’enfant » lors du colloque précité « 30ème anniversaire de la Convention relative aux droits de l’enfant – Réflexions et enjeux ».

**• « La parole de l’enfant en justice : avant l’audition »** et **« La parole de l’enfant en justice : après l’audition »** : communications lors du colloque international « La parole de l’enfant en justice », organisé à Bordeaux le 29 novembre 2019 par le Centre européen de recherches en droit des familles, des assurances, des personnes et de la santé de l’Université de Bordeaux.

**• « La parole de l’enfant en justice »** : communication et animation d’une table ronde lors du colloque « Anniversaires 30 ans de la CIDE et loi de 1989 », organisé à Paris le 28 novembre 2019 par le Comité de pilotage justice des mineurs du Ministère de la Justice.

**• « Pédagogie expérientielle, expérimentation et outils numériques : déploiement et évaluation du projet Ephemer »** (avec Anthony Piermattéo, Léa Jardin et Maxime Prost) : communication lors du 3ème colloque international de l’Association pour l’utilisation pédagogique des technologies de l’information et de la communication en éducation, organisé à Fribourg (Suisse) du 20 au 22 novembre 2019.

**• « L’audition de l’enfant par le JAF : pratiques et préconisations »** : communication lors du colloque « L’évolution du droit de la famille dans les configurations sociétales actuelles », organisé à l’Assemblée nationale le 7 novembre 2019.

**• « La participation de l’enfant aux décisions judiciaires qui le concernent au sein de sa famille »** : communication lors du colloque « Respecter les droits de l’enfant, est-ce protéger l’enfant ? », organisé à Roubaix les 17 et 18 octobre 2019 par l’Ecole nationale de la protection judiciaire de la jeunesse.

**• « Participation de l’enfant »** : animation d’une table ronde lors de la conférence « Cinq ans d’activité de la Défenseure des enfants », organisée à Lille le 12 septembre 2019 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant.

**• « Audition et discernement de l’enfant devant le juge aux affaires familiales »** : trois communications lors de cette journée d’étude organisée à Lille le 15 mars 2019 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant.

**• « L’enfant chez le juge : sa place, le statut de sa parole »** : communication lors du colloque « La parole est à l’enfant », organisé à Rouen le 20 novembre 2018 par l’association Les Nids.

**• « La désignation de l’administrateur ad hoc »** : communication lors de la journée d’étude « La protection et la défense de l’intérêt supérieur de l’enfant par l’administrateur ad hoc », organisée à Lille le 1er décembre 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, la Fédération nationale des administrateurs ad hoc et l’association Thémis.

**• « La parole de l’enfant dans les procédures familiales le concernant »** : communication lors du colloque « Parole(s) des enfants et droits des enfants XXe – XXIe siècles », organisé à Angers les 22 et 23 novembre 2017 par le programme Enjeu[x] enfance et jeunesse et UNICEF France.

**• « Le divorce sans juge et l’intérêt de l’enfant »** : communication lors de la conférence « Le divorce sans juge : une fausse bonne idée ? », organisée à Lille le 14 septembre 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant.

**• « La prise en compte de la parole de l’enfant par la loi du 14 mars 2016 »** : communication lors de la journée d’étude « La loi du 14 mars 2016 : une protection renforcée de l’enfant ? », organisée à Lille le 20 janvier 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant.

**• « La parole de l’enfant dans le conflit de ses parents »** : communication lors du colloque international « Lorsque le lien parent-enfant est menacé, quelles collaborations pour les intervenants ? », organisé à Lille du 27 au 30 mai 2015 par la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l’Université de Lille et l’Association internationale francophone des intervenants auprès des familles séparées.

**• « L’enfant et le médiateur familial »** (avec Alexandre Henneuse) : conférence organisée à Douai le 11 mars 2014 par le Centre éthique et procédures de l’Université d’Artois.

**• « La parole de l’enfant en justice »** : communication lors du colloque « Enfant, enfance, discernement », organisé à Lille le 10 décembre 2010 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant.

**III.3.2. Coordination de comités scientifiques**

**et organisation de manifestations scientifiques**

**• « Biennales de l’éthique : éthique co-créative des futurs possibles »**: colloque organisé à Lille en novembre 2022 par Ethics – EA 7446 (Université Catholique de Lille).

**• « (R)évolutions de la bioéthique à l’épreuve des droits et de l’intérêt de l’enfant »** : colloque organisé le 16 avril 2021 par la promotion 2020-2021 du Master 2 Droit de la matière pénale de la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille, avec le soutien du Centre de recherche sur les relations entre le risque et le droit.

**• « Le Comité des droits de l’enfant des Nations Unies et les droits fondamentaux de l’enfant »** : conférence organisée à Lille le 13 novembre 2020 par la Chaire Enfance et familles.

**• « Audition et discernement de l’enfant devant le juge aux affaires familiales »** : conférence organisée à Chambéry le 17 février 2020 par la Chaire Enfance et familles et le Comité Alexis Danan, en partenariat avec l’Ecole nationale de la magistrature.

**• « 30ème anniversaire de la Convention relative aux droits de l’enfant – Réflexions et enjeux »** : colloque organisé à Lille le 17 janvier 2020 par la Chaire Enfance et familles et le Bureau international catholique de l’enfance.

**• « Eviter la traite des mineurs par la prévention »** : conférence organisée à Lille le 13 septembre 2019 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, la Commission nationale consultative des droits de l’Homme et l’Association française pour l’histoire de la justice.

**• « Cinq ans d’activité de la Défenseure des enfants »** : conférence organisée à Lille le 12 septembre 2019 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, en partenariat avec le Défenseur des droits.

**• « Procès pénal, médias et opinion publique »** : colloque organisé le 12 avril 2019 par la promotion 2018-2019 du Master 2 Droit de la matière pénale de la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille, avec le soutien du Centre de recherche sur les relations entre le risque et le droit.

**• « Audition et discernement de l’enfant devant le juge aux affaires familiales »** : journée d’étude organisée à Lille le 15 mars 2019 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, en partenariat avec le Défenseur des droits, l’Ecole nationale de la magistrature, l’Ordre des avocats du barreau des Hauts-de-Seine, le laboratoire de recherche Ethics – EA 7446 de l’Université Catholique de Lille, le laboratoire Psitec – EA 4072 de l’Université de Lille.

**• « Vers une criminologie interculturelle ? »** : conférence organisée à Lille le 11 janvier 2019 par l’Ecole de criminologie critique européenne et le Centre de recherche sur les relations entre le risque et le droit de la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille.

**• « L’accueil des mineurs non accompagnés en France »** : conférence organisée à Lille le 14 décembre 2018 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant.

**• « Actualités des droits de l’enfant et de la protection physique et sexuelle du mineur : avancées ou régressions ? »** : conférence organisée à Lille le 12 octobre 2018 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant.

**• « Le délaissement parental »** : conférence organisée à Lille le 1er juin 2018 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant.

**• « Accouchement dans le secret et adoption : enjeux et réalités »** : conférence organisée à Lille le 8 décembre 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant.

**• « La protection et la défense de l’intérêt supérieur de l’enfant par l’administrateur ad hoc »** : journée d’étude organisée à Lille le 1er décembre 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, la FENAAH et l’association Thémis, en partenariat avec l’UDAF 59.

**• « Divorce sans juge : une fausse bonne idée ? »** : conférence organisée à Lille le 14 septembre 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, en partenariat avec l’Ecole nationale de la magistrature et l’Ordre des avocats du barreau de Lille.

**• « La loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l’enfant : une protection renforcée de l’enfant ? »** : journée d’étude organisée à Lille le 20 janvier 2017 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, en partenariat avec le Défenseur des droits, l’Observatoire national de la protection de l’enfance et le Département du Nord.

**• « Le rôle du département dans la protection de l’enfance »** : conférence organisée à Lille le 18 novembre 2016 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant et le Département du Nord.

**• « Droits et intérêt supérieur de l’enfant migrant »** : conférence organisée à Lille le 11 décembre 2015 par la Chaire « Droits et intérêt supérieur de l’enfant », en partenariat avec ma Faculté de Lettres et Sciences Humaines de l’Université Catholique de Lille et le Département du Nord.

**• « Les 25 ans de la Convention internationale des droits de l’enfant »** : journée d’étude organisée à Lille le 10 décembre 2014 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, en partenariat avec le Défenseur des droits.

**• « Nouvelles familles et protection de l’enfant »** : journée d’étude organisée à Lille le 21 mars 2014 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, en partenariat avec la Faculté de Lettres et Sciences Humaines de l’Université Catholique de Lille.

**• « L’enfant et le médiateur familial »** : conférence organisée à Douai le 11 mars 2014 par le Centre éthique et procédures de l’Université d’Artois.

**• « Le rapprochement du droit, de la justice et du pouvoir vers le(s) citoyen(s) »** : journée d’étude organisée à Douai le 29 mars 2013 par l’Association des doctorants Alexis de Tocqueville et le Centre éthique et procédures de l’Université d’Artois.

**• « L’intégration du Défenseur des enfants dans le Défenseur des droits : une nouvelle chance pour les droits des enfants ? »** : conférence organisée à Lille le 29 mars 2012 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, en partenariat avec le Défenseur des droits.

**• « Enfant, enfance, discernement »** : colloque organisé à Lille le 10 décembre 2010 par la Chaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, en partenariat avec la Faculté de Lettres et Sciences Humaines de l’Université Catholique de Lille.

**III.3.3. Participation à l’organisation de manifestations scientifiques**

**• « Les nouvelles formes du terrorisme à l’épreuve du droit »**: journées d’étude organisées à Douai les 5 et 6 novembre 2015 par l’Association des doctorants Alexis de Tocqueville et le Centre éthique et procédures de l’Université d’Artois.

**• « La déontologie des professions judiciaires »** : journée d’étude organisée à Douai le 16 mars 2012 par le Centre éthique et procédures de l’Université d’Artois.

**III.4. Participation à un comité de lecture**

**Membre du comité de lecture de la revue *Recherches familiales*** (revue référencée par le HCERES en sociologie et en démographie) (depuis 2020).

**III.5. Participation à des projets de recherche**

**• Membre du projet « Production et performance de l’activité de conciliation en France : approches quantitatives, qualitatives et expérimentales »** (dir. Nicolas Vaillant et Matthieu Belarouci) : projet de recherche biennal (2020 - 2022), porté par Ethics – EA 7446 (Université Catholique de Lille), soutenu financièrement par le GIP Mission de recherche Droit et justice.

**• Membre du projet « Ethique et pédagogie holoptique pour un enseignement en réseau »** (dir. Nicolas Vaillant et Anthony Piermattéo) : programme de recherche triennal (2017 - 2020), porté par Ethics – EA 7446 (Université Catholique de Lille), financé par le plan d’investissement et d’avenir pour le développement des unités numériques expérimentales (Ministère de l’Enseignement supérieur, de la recherche et de l’innovation), lauréat en 2018 du prix INES (concours innovation numérique de l’enseignement supérieur).

**III.6. Expertise**

**• Participation au groupe du travail du Conseil de l’Europe sur la protection de l’intérêt et des droits de l’enfant en cas de séparation de ses parents** – Comité européen de coopération juridique & Comité directeur pour les droits de l’enfant (2020-2022) :

- Analyse des instruments juridiques internationaux et européens ;

- Analyse des législations et pratiques des Etats membres ;

- Rédaction d’un projet d’étude de faisabilité.

**• Missions d’expertises auprès du Conseil de l’Europe** – Division des droits de l’enfant :

- Rédaction d’un rapport sur « Le pouvoir des relations familiales : faire respecter l’intérêt supérieur de l’enfant en cas de divorce ou de séparation » (novembre 2019) ;

- Rédaction d’une note destinée aux Etats membres sur « La protection de l’intérêt supérieur et des droits de l’enfant dans les séparations parentales conflictuelles » (décembre 2019).

**III.7. Autres activités en lien avec la recherche**

**• Participation aux instances facultaires et universitaires liées à la recherche :**

- **Assesseur en charge de la recherche** auprès du Doyen de la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (depuis septembre 2019) ;

- **Membre du Conseil scientifique** de l’Institut Catholique de Lille (depuis septembre 2019) ;

- **Membre de la Commission Recherche** de l’Université Catholique de Lille (titulaire de novembre 2017 à décembre 2019 puis suppléante depuis janvier 2020) ;

- **Membre du Conseil scientifique** de la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille : membre élu représentant le collège des assistants doctorants (2011-2014).

- **Participation au « chantier recherche »** initié par le Président-Recteur de l’Université Catholique de Lille : représentation des doctorants de l’Institut Catholique de Lille (2012-2013).

**• Participation à l’organisation et au fonctionnement** du Centre de recherche sur les relations entre le risque et le droit (C3RD) de la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille :

- **Membre du Conseil scientifique** du C3RD (depuis septembre 2019).

- **Responsable de l’équipe « Vulnérabilités »** du C3RD (2016-2019).

- **Fondation du Prix C3RD** récompensant le meilleur mémoire de recherche sur les relations entre le risque et le droit (2018) et **coordination du jury** (2019).

- **Membre de l’équipe « Risques, discrimination et vulnérabilités »** du C3RD (2012-2014) ;

**• Membre de réseaux et associations** en lien avec les activités de recherche:

- Membre du **jury du Prix « Françoise Tétard »** récompensant le meilleur mémoire de recherche en Histoire de l’éducation spécialisée / de l’éducation populaire, l’Association pour l’histoire de la protection judiciaire des mineurs (2016-2019) ;

- Membre de l’**Association des doctorants Alexis de Tocqueville** de la Faculté de Droit de l’Université d’Artois (2013-2015) ;

- Membre de l’**Association régionale des jeunes chercheurs en sciences juridiques, politiques et de gestion** (2010-2014).

**• Travaux à destination du grand public** :

- **« Confinement : que faire pour les enfants en résidence partagée ? »**: participation à la rédaction de l’article de Michel Grangeat publié dans *The Conversation*, 1er avril 2020 ;

- **« Soutenons par la loi le développement de la résidence alternée »** : coauteur de la tribune publiée dans *Le Monde* le 12 mars 2019 ;

- **« Réforme du divorce par consentement mutuel : quelle place pour les enfants ? »** : participation à l’émission Forum sur la radio RCF, 21 mars 2017 ;

- **« L’audition des enfants devant le juge »**: participation à l’émission Angle droit sur la radio Amicus curiae, 27 février 2017.

**IV. ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES**

**IV.1. Responsabilités pédagogiques**

**IV.1.1. Conception de programmes pédagogiques et direction de formations**

**• Diplôme universitaire Auditeur d’enfant**, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille : création et codirection de la formation (ouverture prévue en octobre 2021).

**• Master 2 Droit de l’enfance et de la famille**, Faculté de Droit l’Université Catholique de Lille : création et direction de la formation (ouverture en septembre 2020).

**• Diplôme universitaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant**, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille : direction de la formation (depuis 2016) et conception du programme pédagogique pour la 2ème accréditation de la formation (2018).

**IV.1.2. Codirection de formations**

**• Master 1 Droit privé et sciences criminelles**, Faculté de Droit l’Université Catholique de Lille : codirection (depuis 2018).

**• Master 2 Droit de la matière pénale**, Faculté de Droit l’Université Catholique de Lille : codirection (2018-2019).

**IV.2. Enseignements**

**IV.2.1. Cours magistraux et travaux encadrés**

**• Droit pénal** :

- Cours magistral de **droit pénal général** et encadrement de l’équipe pédagogique en Licence 2, Faculté de Droit de l’Université d’Artois (depuis 2020) ;

- Cours d’initiation au **droit pénal** en Licence 2 Sciences sanitaires et sociales, Institut universitaire santé social de l’Université Catholique de Lille (depuis 2018) ;

- Cours magistral de **droit pénal des affaires** en Master 1 Droit privé, Faculté de Droit de l’Université d’Artois (2016-2019) ;

- Cours magistral de **droit pénal général** et encadrement de l’équipe pédagogique en Licence 2 Droit et science politique, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2014-2019) ;

- Cours de **droit pénal des biens et des affaires**, Master 2 Juriste d’entreprise, Faculté de Droit de l’Université d’Artois et Supccis d’Agadir (2018) ;

- Travaux dirigés de **droit pénal général** en Licence 2 Droit et culture juridique et en Licence 2 Droit et science politique, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2010-2017) ;

- Cours d’initiation au **droit pénal** en Licence 3 Business law & management, EDHEC Business school et Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2013-2017) ;

- Cours d’**introduction aux** **fondamentaux du droit pénal**, Ecole nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (2011 et 2012).

**• Droit des personnes, de la famille et de l’enfant** :

- Cours sur l’**autorité parentale** en Master 2 Droit de l’enfance et de la famille, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (depuis 2020) ;

- Cours magistral de **droits et protection juridique des personnes** en Licence 2 Sciences sanitaires et sociales, Institut universitaire santé social de l’Université Catholique de Lille (depuis 2018) ;

- Cours magistral de **droit des personnes vulnérables** en Master 1 Droit et gestion de patrimoine, Faculté de Droit et Faculté de Gestion, Economie et de Sciences de l’Université Catholique de Lille (depuis 2017) ;

- Cours sur les **droits de l’enfant** et la **justice des mineurs**, Diplôme universitaire Droits et intérêt supérieur de l’enfant, Faculté de Droit et Faculté de Lettres et Sciences Humaines de l’Université Catholique de Lille (depuis 2015) ;

- Cours magistral de **droits de l’enfant** en Licence 2 Droit et culture juridique, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2016-2020) ;

- Cours d’initiation au **droit de la famille**, Ecole nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (2018) ;

- Cours de **droit de la filiation**, Ecole de puéricultrices, Institut de formation à la santé de Lille (2009-2018) ;

- Travaux dirigés, conférences de méthodologie et tutorat de **droit de la famille** en Licence 1 Droit, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2008-2015) ;

- Travaux dirigés, conférences de méthodologie et tutorat d’**introduction au droit privé et droit des personnes** en Licence 1 Droit, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2008-2015) ;

- Cours de **droit de la minorité**, Ecole nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (2011 et 2012) ;

- Travaux dirigés d’**introduction au droit privé et droit des personnes**, 1ère année du cycle Bachelor, IESEG School of management Paris (2010).

**• Procédures pénale et civile** :

- Cours magistral de **procédure pénale** en Licence 3 Droit et culture juridique et en Licence 3 européenne de droit, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2016-2018) ;

- Cours magistral de **procédure pénale** en Licence 2 Droit et science politique et Licence 2 Droit comptable et financier, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2013-2017) ;

- Cours magistral de **procédure civile** en Licence 2 Droit et science politique et Licence 2 Droit comptable et financier, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2013-2017) ;

- Cours d’initiation à la **procédure civile** en Licence 1 Droit, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2014-2017).

**IV.2.2. Formation des professionnels**

**• « L’audition de l’enfant par le juge aux affaires familiales »**: formationauprès de magistrats et d’avocats du tribunal de grande instance et de la cour d’appel de Rennes (2019) et de Bordeaux (2020).

**• « Discernement de l’enfant »** : intervention annuelle au sein de la formation continue des avocats organisée par l’Institut du droit de la famille et du patrimoine sur le thème « Pour le recueil de la parole de l’enfant dans le respect de ses droits » (depuis 2019).

**• « Fondements, principes, évolutions législatives et éléments de droit comparé sur la parole de l’enfant en justice »** : intervention annuelle au sein de la session de formation continue de l’Ecole nationale de la magistrature sur « La parole de l’enfant en justice » (depuis 2017).

**• « Le secret professionnel : principes et limites »** : formation auprès de professionnels de santé organisée par le Comité d’éthique du Centre hospitalier de Valenciennes (2011).

**• « Le secret professionnel dans la pratique d’un établissement médico-social »** : formation auprès des professionnels de l’Institut médico-éducatif de Le Cateau-Cambrésis (2009-2010).

**IV.3. Organisation et animation de séminaires**

• **Séminaires de sensibilisation des étudiants à la recherche** :

- Direction du séminaire **« Enfance, familles et vulnérabilités »** en Master 2 Droit de l’enfance et de la famille, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille : encadrement de l’organisation du colloque annuel des étudiants (depuis 2020) ;

- Direction du séminaire **« Société et risque pénal »** en Master 2 Droit de la matière pénale, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille : encadrement de l’organisation du colloque « Procès pénal, médias et opinion publique » (2018-2019) ;

- Direction du séminaire de **recherche appliquée en droit pénal** en Master 1 Droit privé et sciences criminelles, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille : méthodologie de la recherche et encadrement de mémoires de recherche portant sur « La famille en droit pénal », « L’euthanasie », « Le consentement en droit pénal », « La cybercriminalité », « Les mineurs auteurs d’infractions sexuelles » (2018-2019).

• **Séminaires « Droit en action »** :

- Organisation d’**audiences simulées** **devant le juge aux affaires familiales, le juge des enfants et le tribunal pour enfants** en Master 2 Droit de l’enfance et de la famille, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (depuis 2020) ;

- Organisation d’**audiences simulées devant le tribunal correctionnel** en Master 2 Droit de la matière pénale, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2018-2019) ;

- Organisation de **médiations pénales simulées** en Master 2 Droit de la matière pénale, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille, avec l’association France victimes (2018-2019).

**• Séminaires « Voyage apprenant »** :

- Organisation de visites et conférences à la **maison d’arrêt de Sequedin** et à l’**établissement pénitentiaire pour mineurs de Quiévrechain**, destinées aux étudiants du Master 2 Droit de la matière pénale, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2018-2019) ;

- Organisation de visites et conférences à la **Cour pénale internationale** et au **Tribunal spécial des Nations Unies pour le Liban**, destinées aux étudiants du Master 2 Droit de la matière pénale et du Master 2 Droits de l’homme, sécurité et développement, Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (2018-2019).

**IV.4. Direction de mémoires de recherche et participation à des jurys de soutenance**

**IV.4.1. Direction de mémoires de recherche d’étudiants**

**de Master 2 de la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille**

**• « Le syndrome d’aliénation parentale »**, préparé en 2020-2021 par Anne-Charlotte Soyer (Master 2 Droit de l’enfance et de la famille).

**• « La parole de l’enfant dans les décisions le concernant »**, préparé en 2020-2021 par Laura Servant (Master 2 Droit de l’enfance et de la famille).

**• « La sexualité des mineurs »**, préparé en 2020-2021 par Florine Felot (Master 2 Droit de l’enfance et de la famille).

**• « Instrumentalisation de l’enfant mineur et convictions philosophiques de ses parents »**, soutenu en 2019 par Marion Rousseaux (Master 2 Droit de la matière pénale).

**• « Les violences conjugales »**, rédigé en 2019 par Alexandra Delarue (Master 2 Droit de la matière pénale).

**• « Le mineur et la prostitution »**, rédigé en 2019 par Elisa Deshays (Master 2 Droit de la matière pénale).

**• « Le discernement en droit pénal des mineurs »**, rédigé en 2019 par Alice Monsaint (Master 2 Droit de la matière pénale).

**• « Les mineurs auteurs d’infractions sexuelles »**, rédigé en 2019 par Mélissa Daubersies (Master 2 Droit de la matière pénale).

**• « Les sanctions éducatives en droit pénal des mineurs »**, soutenu en 2018 par Charlotte Boudigou (Master 2 Professions juridiques et judiciaires).

**• « La parole de l’enfant dans le procès civil – Enjeux et risques »**, soutenu en 2018 par Camille Oustelandt (Master 2 Professions juridiques et judiciaires), 2ème prix du mémoire C3RD 2019.

**• « La place de l’intérêt supérieur de l’enfant dans l’établissement de sa filiation »**, soutenu en 2018 par Annabelle Obry (Master 2 Professions juridiques et judiciaires).

**• « La gestation pour le compte d’autrui et l’intérêt supérieur de l’enfant au regard de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’Homme »**, soutenu en 2017 par Aline Objoit (Master 2 Professions juridiques et judiciaires).

**• « La réforme du divorce par consentement mutuel et l’intérêt de l’enfant »**, soutenu en 2017 par Alice Cornille (Master 2 Professions juridiques et judiciaires).

**• « La prohibition de la privation de liberté des mineurs non accompagnés par le droit international et européen des droits de l’Homme »**, soutenu en 2017 par Léa Jardin (Master 2 Droits de l’Homme, sécurité et développement).

**• « Le troisième protocole facultatif à la Convention internationale des droits de l’enfant établissant une procédure de présentation de communications individuelles »**, soutenu en 2014 par Pierre-Yves Rosset (Master 2 Droits de l’Homme, sécurité et développement).

**• « La parole de l’enfant en justice »**, soutenu en 2014 par Marine Fairier (Master 2 Droit de la matière pénale).

**IV.4.2. Participation à des jurys de soutenance de mémoires de recherche**

**d’étudiants de Master 2 de la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille**

**• « La parole de l’enfant dans le cadre de la procédure de séparation de ses parents »**, soutenu en 2019 par Philippine Wattez-Bouquet (Master 2 Professions juridiques et judiciaires), dir. Caroline Vendeville.

**• « L’enfant victime dans le procès pénal »**, soutenu en 2016 par Erika Fitte (Master 2 Droit de la matière pénale), dir. Frédéric Archer.

**• « Le respect de l’intérêt de l’enfant par le juge civil français »**, soutenu en 2016 par Marion Chermette (Master 2 Professions juridiques et judiciaires), dir. Caroline Vendeville.

**• « La protection du mineur en danger à travers le rôle du juge des enfants »**, soutenu en 2014 par Adrien Delbiausse (Master 2 Professions juridiques et judiciaires), dir. Caroline Vendeville.

**• « Enquête préliminaire et enquête de flagrance »**, soutenu en 2013 par Marie-Laure Bourdon, Master 2 Professions juridiques administratives, dir. Dorothée Bourgault-Coudevylle.

**V. AUTRES ACTIVITÉS UNIVERSITAIRES**

**• Direction et membre de comités de recrutement** au seinde la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille : maîtres de conférences, maîtres assistants, assistants-doctorants, assistants de recherche (depuis 2016).

**• Création et pilotage de la cellule « Violences, harcèlements, discriminations »** au sein de l’Institut Catholique de Lille (octobre 2018 - mars 2020).

**• Participation à la création de l’Ecole de criminologie critique européenne**, Faculté de Droit l’Université Catholique de Lille (juillet 2018 - janvier 2019).

**• Membre de la commission de spécialistes** de la Faculté de Droit de l’Université Catholique de Lille (janvier 2017 - septembre 2019).

**• Organisation et participation aux épreuves simulées de « grand oral » d’admission au CRFPA** organisées au sein de la Faculté de Droit l’Université Catholique de Lille (membre de 2 à 3 jurys par an depuis 2011 et organisation d’épreuves depuis 2018).

**• Participation à la leçon après préparation libre de 24 heures** du concours national d’agrégation en droit privé et sciences criminelles :

- Equipe de Nicolas Borga (2010-2011) ;

- Equipe de Nicolas Leblond (2010-2011).